

# Rapport annuel 2020 de la Cour des comptes européenne – Glossaire

Terme	Explication
Absorption	Part des fonds de l'UE alloués aux États membres, souvent exprimée en pourcentage, qui a été dépensée pour financer des projets éligibles.
Accord de Cotonou	Accord conclu entre l'UE, ses États membres, et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue de promouvoir le développement économique, social et culturel des États ACP, de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique.
Accord de partenariat (AP)	Accord conclu entre la Commission et un État membre ou un/des pays tiers, dans le cadre d'un programme de dépenses de l'UE, et établissant notamment des plans stratégiques, des priorités d'investissement, ou encore les modalités régissant les échanges commerciaux ou l'octroi d'une aide au développement.
Acquis	Ensemble du corpus juridique de l'UE, comprenant la législation, les décisions de justice et d'autres actes juridiques.
Action extérieure	Activités de l'UE visant à fournir une assistance à des pays tiers et à tisser, notamment au travers d'accords multilatéraux, des relations avec eux ainsi qu'avec des organisations régionales ou mondiales.
Additionnalité	Principe en vertu duquel les financements de l'UE, et plus particulièrement les contributions des Fonds ESI, ne se substituent pas aux dépenses publiques des États, mais doivent les compléter.

---

Agence décentralisée	Organisme de l'UE indépendant, établi pour une période indéterminée et chargé, en qualité de centre d'expertise, d'effectuer des travaux qui contribuent au développement et à la mise en œuvre d'une politique de l'Union.
Agence exécutive	Organisme institué et géré par la Commission, pour une période limitée, afin d'exécuter, pour le compte et sous la responsabilité de celle-ci, des missions spécifiques en lien avec des programmes ou des projets de l'UE.
Aide d'État	Soutien direct ou indirect fourni par les pouvoirs publics en faveur d'une entreprise ou d'une organisation, qui lui confère un avantage par rapport à ses concurrents.
Aide directe/Paiement direct	Paiements d'aides, le plus souvent des aides à la surface, effectués directement en faveur des agriculteurs au titre du Fonds européen agricole de garantie.
Aides d'État de minimis	Plafond en deçà duquel les aides d'État ne requièrent pas l'approbation de la Commission.
Analyse d'impact	Analyse des effets probables (ex ante) ou réels (ex post) d'une initiative stratégique ou d'un autre type d'action.
Annualité	Principe budgétaire selon lequel les crédits inscrits au budget de l'UE doivent être perçus et dépensés au cours de l'exercice financier pour lequel le budget a été adopté.
Approche notionnelle	Approche utilisée par la Commission lorsque les contributions de l'UE à des projets financés par plusieurs bailleurs sont mises en commun avec celles d'autres bailleurs et ne sont pas affectées à des postes de dépenses spécifiques.
Appui budgétaire	Aide de l'UE versée directement sur le compte du Trésor public d'un pays partenaire, sous réserve que celui-ci respecte certaines conditions.

Apurement de conformité	Processus par lequel la Commission vérifie si un État membre a correctement utilisé les fonds à sa disposition dans le domaine de l'agriculture et si ses systèmes de gestion et de contrôle ont fonctionné efficacement.
Apurement des comptes	Processus annuel par lequel la Commission accepte, à l'issue de contrôles, les montants dont les organismes et partenaires chargés de l'exécution des dépenses demandent le paiement.
Assiette de la TVA	Valeur totale des biens et des services auxquels la TVA s'applique.
Assistance macrofinancière	Forme d'aide financière que l'UE fournit à des pays partenaires confrontés à des difficultés d'ordre budgétaire ou dans leur balance des paiements.
Attestation	Approche consistant à fournir, à l'issue de travaux d'audit, une assurance sur des informations financières, d'autres données ou des assertions spécifiques présentées par l'entité auditée.
Audit de conformité	Audit visant à déterminer, moyennant l'obtention d'éléments probants, si une activité respecte la réglementation applicable ainsi que les termes des contrats et des conventions éventuellement conclus.
Autorité budgétaire	Terme utilisé pour désigner le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne lorsqu'ils exercent leur pouvoir de décision sur les questions budgétaires européennes.
Autorité d'audit (AA)	Entité nationale indépendante responsable de l'audit des systèmes et des opérations relevant d'un programme de dépenses de l'UE.
Autorité de certification	Organisme chargé par un État membre de certifier l'exactitude et la conformité des déclarations de dépenses et des demandes de paiement.

Autorité de gestion (AG)	Autorité (publique ou privée) nationale, régionale ou locale, désignée par un État membre pour gérer un programme financé par l'UE.
Autorités responsables des programmes	Terme collectif désignant les autorités de gestion, de certification et d'audit, dans le cas des dépenses de cohésion.
Axe prioritaire	Objectif clé d'un programme opérationnel, consistant en une ou plusieurs priorités d'investissement.
Banque ou institution nationale de développement	Institution financière créée par les pouvoirs publics afin de financer le développement économique.
Base de données Arachne	Outil d'exploration de données mis au point par la Commission afin de soutenir les autorités compétentes dans l'administration et la gestion des Fonds ESI.
Bénéficiaire	Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE.
Bénéficiaire/Bénéficiaire final	Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE ou qui bénéficie, in fine, d'une activité financée par l'Union.
Bon état écologique	Objectif qualitatif portant sur la santé, la biodiversité, la productivité et la durabilité à long terme des mers et des océans.
Bonne gestion financière	Gestion des ressources conforme aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités.
Cadre commun de gestion des risques douaniers	Cadre mis en place pour la réalisation, par les États membres, des contrôles douaniers, fondé sur l'échange d'informations sur les risques et de résultats d'analyses de risque entre administrations douanières.
Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE)	Règles et procédures pour l'évaluation de la performance de la politique agricole commune.

Cadre financier pluriannuel (CFP)	Programme de dépenses de l'UE établissant, généralement pour une période de sept ans, les priorités (sur la base des objectifs des politiques) ainsi que les plafonds de dépenses, pour six grandes rubriques. Il représente la structure dans laquelle s'inscrivent les budgets annuels de l'UE et fixe une limite pour chaque catégorie de dépenses.
Capacité de correction	Mesure utilisée par la Commission pour estimer le niveau des futures corrections.
Centre national de coordination (CNC)	Organisme qui coordonne les activités entre les autorités de surveillance des frontières des États membres et qui sert de plateforme pour l'échange d'informations entre elles et avec Frontex.
Chapitre de négociation	L'un des domaines qui composent l'acquis, considéré comme prioritaire dans le cadre des négociations d'adhésion avec les pays candidats.
Clôture	Liquidation financière d'un programme ou d'un Fonds de l'UE, par le paiement du solde dû à un État membre ou à un autre pays bénéficiaire, ou par le recouvrement de fonds auprès de ceux-ci.
Code des douanes de l'Union	Principal document de la législation douanière de l'UE.
Coefficient de Gini	Mesure du degré d'inégalité au sein d'une population statistique, correspondant, par exemple, à la différence entre la répartition de la richesse ou des revenus d'un pays et une répartition parfaitement égale.
Comité de coordination pour les Fonds structurels et d'investissement européens	Comité de la Commission chargé d'examiner la mise en œuvre des règlements qui régissent les Fonds structurels et d'investissement européens.
Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP)	Groupe d'experts désignés par la Commission pour contribuer à la mise en

	œuvre de la politique commune de la pêche.
Comptabilité d'exercice	Méthode comptable suivant laquelle les recettes et les dépenses sont constatées lorsqu'elles sont respectivement acquises ou exposées plutôt qu'au moment où elles font l'objet d'une entrée ou d'une sortie de trésorerie.
Comptes consolidés	Comptes agrégés de l'ensemble des institutions, organes et agences de l'UE, présentés dans un unique document.
Conditionnalité	Mécanisme subordonnant les paiements effectués en faveur des agriculteurs au respect d'exigences en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé et de bien-être des animaux, ainsi que de gestion des terres.
Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)	Organisme intergouvernemental spécialisé en science marine qui œuvre à faire progresser et à diffuser les connaissances scientifiques concernant l'état des mers et des océans et leur utilisation durable.
Consultation interservices	Procédure formelle au cours de laquelle un service de la Commission demande le conseil ou l'avis d'autres services au sujet d'une proposition.
Contrôles douaniers a posteriori	Contrôles douaniers effectués après l'octroi de la mainlevée des marchandises par les autorités douanières.
Convention de contribution	Convention entre la Commission et une organisation qui exécute des actions en gestion indirecte et qui a démontré sa capacité à gérer des fonds au même niveau que la Commission.
Convention de délégation	Accord conclu avec des personnes physiques ou des entités, dans certains domaines d'action, pour la mise en œuvre des Fonds de l'UE en gestion indirecte.

Convergence	Processus par lequel un État membre souhaitant adopter l'euro comme monnaie s'emploie à satisfaire à des critères économiques et réglementaires spécifiques.
Correction financière	Mesure visant à protéger le budget de l'UE contre les dépenses irrégulières ou frauduleuses et consistant à retirer ou à recouvrer des fonds afin de compenser des paiements indus effectués en faveur de programmes ou de projets soutenus par l'Union européenne.
Coûts directs	Dépenses supportées par un bénéficiaire et liées expressément à un projet ou à une action de l'UE.
Coûts indirects	Dépenses, telles que des frais généraux ou d'autres coûts administratifs, supportées par un bénéficiaire mais qui ne sont pas précisément liées à un projet ou à une action de l'UE.
Crédit	Montant inscrit au budget à des fins spécifiques. Le budget de l'UE comporte des crédits d'engagement et des crédits de paiement.
Crédit de paiement	Autorisation d'effectuer un paiement une fois que les conditions correspondantes sont remplies.
Crédit d'engagement	Plafond annuel des montants disponibles dans le budget de l'UE pour des dépenses spécifiques.
Décharge	Décision prise chaque année par le Parlement européen, par laquelle il approuve définitivement la manière dont la Commission a exécuté le budget.
Décision d'association outre-mer	Décision établissant un partenariat entre l'UE et ses pays et territoires d'outre-mer (PTOM) en vue de favoriser le développement durable des PTOM et de promouvoir les valeurs et les normes de l'Union.

Déclaration d'assurance	Déclaration émanant d'un directeur général de la Commission, figurant dans le rapport annuel d'activités qu'il établit et concernant l'exhaustivité et l'exactitude des comptes, la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, le bon fonctionnement des systèmes de contrôle interne ainsi que le respect des principes de bonne gestion financière.
Déclaration d'assurance (DAS)	Déclaration publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes européenne, dans laquelle celle-ci formule son opinion d'audit sur la fiabilité des comptes de l'UE ainsi que sur la régularité des opérations sous-jacentes à ces derniers.
Dégagement	Annulation, par la Commission, de tout ou partie d'un engagement inutilisé.
Demande d'aide géospatiale	Outil en ligne permettant de déposer des demandes d'aides agricoles liées à la surface.
Développement durable	Approche du développement tenant compte des impératifs à long terme, comme la durabilité des résultats, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, ou encore l'équité sociale et économique.
Devis-programme	Document établi par un pays partenaire et approuvé par la Commission européenne, qui décrit les activités de coopération ou de développement à mener, ainsi que les moyens financiers, humains et matériels nécessaires.
Document de travail des services de la Commission (SWD)	Document non contraignant de la Commission, établi à des fins d'examen, au sein ou en dehors de l'institution.
Domaine prioritaire	Priorité de l'UE de second niveau en matière de développement rural.
Dossier [constitué] aux fins de l'assurance	Ensemble de documents soumis annuellement par chaque État membre à la Commission, portant sur les Fonds ESI et comprenant les comptes annuels, une



	synthèse, un rapport de contrôle, une déclaration de gestion et une opinion d'audit.
Droit au paiement	Droit transférable permettant à un agriculteur actif de bénéficier d'une aide de l'UE lorsqu'il est associé à une surface agricole admissible.
Échantillonnage statistique représentatif	Recours à des techniques statistiques pour prélever un échantillon qui présente les caractéristiques de la population dont il est extrait.
Économie	Mise à disposition des moyens en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix.
Effet d'éviction	Effet économique par lequel une hausse des dépenses publiques provoque une baisse des investissements privés.
Effet multiplicateur	Situation dans laquelle la variation d'un intrant particulier (les investissements ou les garanties de l'UE, par exemple) entraîne une variation plus importante au niveau d'une réalisation (l'investissement total, par exemple).
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs poursuivis sont atteints au moyen des activités entreprises.
Efficienc	Meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre, les activités entreprises et la réalisation des objectifs (voir règlement (UE) 2018/1046).
Engagement	Dans le budget, montant affecté au financement d'une dépense spécifique, telle qu'un contrat ou une convention de subvention. Un engagement suppose l'existence d'un crédit d'engagement.
Engagement agroenvironnemental et climatique	Pratique facultative qui va au delà des exigences habituelles en matière d'environnement et pour laquelle les agriculteurs peuvent prétendre à un paiement imputé sur le budget de l'UE.

Engagements restant à liquider	Somme des engagements qui ont été effectués mais n'ont pas encore donné lieu à des paiements.
Entreprise commune	Organisme de l'UE institué avec un partenaire pour mener un projet ou une activité dans le domaine de la recherche ou de la technologie.
Équipement de protection individuelle (EPI)	Dispositifs (tels que des masques, gants et équipements de protection des yeux) conçus pour protéger la personne qui les porte contre des risques pour sa santé ou sa sécurité.
Erreur	Résultat d'un calcul incorrect ou d'une irrégularité découlant du non-respect des obligations légales et contractuelles.
Erreur quantifiable	Dans les informations relatives aux résultats des tests sur les opérations, catégorie utilisée par la Cour des comptes européenne lorsqu'il est possible de déterminer quelle part du montant d'une opération est concernée par une erreur.
EU-13	Les 13 pays qui ont adhéré à l'Union européenne depuis 2004, à savoir: la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.
Évaluation ex post	Appréciation indépendante de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence, de la pertinence et de la valeur ajoutée européenne d'un projet ou d'un programme achevé.
Fiche de programme	Justification des crédits opérationnels demandés par la Commission pour chaque programme de dépenses dans le projet de budget annuel, sur la base de l'exécution des années précédentes mesurée au moyen d'indicateurs.
Fonction sensible	Emploi ou poste caractérisé par un degré élevé d'autonomie ou de pouvoir, dont le titulaire pourrait abuser pour servir ses intérêts personnels (financiers ou autres).

Fonds de cohésion (FC)	Fonds de l'UE destiné à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Union en finançant des investissements dans les États membres dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE.
Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	Fonds de l'UE destiné à financer les paiements directs aux agriculteurs et les mesures régulant ou soutenant les marchés agricoles.
Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)	Fonds de l'UE destiné à financer la contribution de l'Union aux programmes de développement rural.
Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD)	Fonds de l'UE destiné à soutenir les actions des États membres visant à apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle de base aux personnes les plus démunies de la société.
Fonds européen de développement régional (FEDER)	Fonds de l'UE destiné à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union en finançant des investissements qui réduisent les déséquilibres entre les régions.
Fonds européen d'investissement (FEI)	Mécanisme spécialisé dans les financements à risque en faveur des petites et moyennes entreprises en Europe. Le FEI fait partie du groupe BEI.
Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)	Fonds de l'UE destiné à aider les pêcheurs dans leur transition vers une pêche durable et les communautés côtières dans la diversification de leurs économies.
Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS)	Mécanisme de soutien à l'investissement lancé par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission, dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, afin d'encourager les investissements privés dans des projets ayant une importance stratégique pour l'UE.

Fonds fiduciaire Bêkou	Fonds fiduciaire de l'UE destiné à soutenir la stabilisation et la reconstruction de la République centrafricaine.
Fonds fiduciaire de l'UE	Fonds administré par l'UE qui rassemble des liquidités provenant de différentes sources pour financer la réponse internationale à une urgence ou à une crise en cours, généralement dans les pays en développement.
Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de l'Afrique	Fonds fiduciaire visant à soutenir la stabilité dans la région du Sahel (y compris le bassin du lac Tchad), dans la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord, et à contribuer à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant à leurs causes profondes.
Fonds social européen (FSE)	Fonds de l'UE destiné à créer des possibilités de formation et des perspectives d'emploi ainsi qu'à améliorer la situation des personnes exposées au risque de pauvreté.
Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)	Les cinq principaux Fonds de l'UE destinés à soutenir conjointement le développement économique dans l'ensemble de l'Union: le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.
Frontière extérieure	Frontière (y compris aéroports et ports maritimes, lacustres ou fluviaux) entre un État membre de l'UE et un pays tiers.
Garantie budgétaire	Engagement à recourir au budget de l'UE pour compenser toute perte subie par la BEI si un bénéficiaire manque à ses obligations dans le cadre de l'EFSI (par exemple en cas de défaut de remboursement d'un prêt).
Gestion directe	Gestion d'un Fonds ou d'un programme de l'UE assurée par la seule Commission.

	S'oppose à la gestion partagée ou à la gestion indirecte.
Gestion indirecte	Méthode d'exécution du budget de l'UE qui consiste pour la Commission à confier des tâches d'exécution à d'autres entités (comme des pays tiers et des organisations internationales).
Gestion partagée	Méthode d'exécution du budget de l'UE selon laquelle, contrairement à ce qui se passe dans la gestion directe, la Commission délègue les tâches d'exécution à un État membre, tout en restant responsable en dernier ressort.
Grand projet	Projet financé par l'UE dont le coût total éligible est supérieur à 50 millions d'euros dans des secteurs tels que les transports, l'environnement et l'énergie.
Horizon 2020	Programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2014-2020.
Impact ou incidence	Conséquences à long terme d'un projet ou d'un programme achevés, qui peuvent être d'ordre socio-économique, environnemental ou financier.
Indicateur de performance clé	Mesure quantifiable destinée à rendre compte de la performance au regard d'objectifs stratégiques.
Indicateur de résultat	Variable mesurable qui donne des informations permettant d'évaluer les effets immédiats des projets financés sur la population cible.
Initiative en faveur des PME	Instrument financier conjoint de la Commission et du Fonds européen d'investissement qui vise à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement.
Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)	Programme visant à aider les jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation dans les régions où le taux de chômage des jeunes dépasse 25 %.

Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI)	Programme de l'UE relevant du cadre financier pluriannuel 2021-2027, qui regroupe plusieurs instruments d'action extérieure en un seul.
Instrument financier/Ingénierie financière	Soutien financier provenant du budget de l'UE et prenant la forme de participations, de quasi-participations, de prêts ou de garanties, ou d'autres instruments de partage des risques.
Intégration	Prise en considération systématique de priorités spécifiques (par exemple l'égalité hommes-femmes ou la lutte contre le changement climatique) lors de l'élaboration de chaque politique et de sa mise en œuvre.
Intensité maximale de l'aide	Montant total d'aide qui peut être affecté à un domaine d'intervention, exprimé sous la forme d'un pourcentage des coûts éligibles. L'intensité maximale de l'aide varie d'un programme à l'autre et dépend de facteurs tels que la situation géographique.
Intermédiaire financier	Entité mettant en relation le gestionnaire de fonds d'un instrument financier et les bénéficiaires finals.
Interopérabilité	Capacité d'un système de communiquer et de fonctionner avec d'autres systèmes, notamment en échangeant des données.
Intervalle de confiance	Mesure statistique de la précision des résultats de l'échantillonnage, utilisée lors de l'estimation d'un taux d'erreur.
Intrants	Moyens financiers, humains, matériels, administratifs ou réglementaires, utilisés pour la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme.
Inventaire RNB	Liste des procédures, des bases statistiques et des autres éléments utilisés pour le calcul du RNB.
Irrégularité	Violation des règles de l'UE (ou des règles nationales applicables) ou d'obligations contractuelles.

Jumelage	Mécanisme de renforcement des capacités dans des domaines spécialisés, dans lequel un organisme d'un pays partenaire reçoit un soutien fourni par un homologue d'un État membre de l'UE.
Limitation de l'étendue des travaux d'audit	Indication, dans un rapport d'audit, de tout point d'analyse pour lequel l'auditeur n'a pas été en mesure de tirer des conclusions et qui est dès lors exclu de l'opinion d'audit.
Liquidation	Paiement du solde dû à un État membre ou recouvrement de fonds auprès de celui-ci pour les besoins de la clôture d'un programme de l'UE.
Logique d'intervention	Liens entre les objectifs d'une proposition, les intrants et activités prévus ainsi que les résultats et l'impact escomptés.
Mandat de prêt extérieur de la BEI	Mandat octroyé par l'UE à la BEI en vue d'une participation à des opérations de financement dans des pays partenaires, moyennant une garantie sur le budget de l'Union.
Manque à gagner sur les droits de douane	Différence entre les droits de douane à l'importation attendus pour l'économie dans son ensemble et le montant effectivement perçu.
Marchés publics	Acquisition, par des organismes de droit public ou d'autres autorités, de travaux, de fournitures ou de services au terme de procédures ouvertes et concurrentielles, visant à obtenir des prestations de qualité et d'un bon rapport coût-avantage.
Mécanisme de garantie de prêts aux étudiants en master d'Erasmus+	Initiative menée par le Fonds européen d'investissement pour le compte de la Commission européenne, qui garantit des prêts pour des études de troisième cycle à l'étranger, facilitant ainsi l'obtention de financements pour les étudiants.

Mécanisme de transition	Instrument assurant la continuité du financement entre un programme de financement de l'UE et le suivant.
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE)	Instrument d'aide financière pour la création d'infrastructures interconnectées et durables dans les secteurs de l'énergie, des transports ainsi que des technologies de l'information et de la communication.
Mesure de marché	Intervention publique sur les marchés agricoles, visant à atténuer les effets des baisses de prix ainsi que les problèmes structurels grâce à des aides sectorielles (par exemple aide aux fruits et légumes ou au secteur vitivinicole, et distribution de lait dans les écoles).
Mission d'assurance	Audit au terme duquel une opinion est formulée sur l'objet de l'audit, par exemple sur la fiabilité d'un ensemble d'états financiers ou sur la régularité d'opérations.
Mobilité à des fins d'éducation et de formation	Étudier ou se former à l'étranger.
Montant forfaitaire	Somme (fixe) versée en une fois, par opposition aux paiements échelonnés.
Niveau d'erreur estimatif	Estimation statistique du niveau d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations.
Normes internationales d'audit (ISA – <i>International Standards on Auditing</i> )	Normes d'audit financier émises par la Fédération internationale des experts-comptables.
Opération	Terme générique désignant par exemple un paiement effectué ou une recette perçue, et correspondant à un mouvement dans les comptes de l'UE.
Option de coûts simplifiés (OCS)	Approche utilisée pour déterminer le montant d'une subvention au moyen de méthodes telles que les coûts unitaires standard, le financement à taux forfaitaire ou les montants forfaitaires,



	plutôt qu'en se fondant sur les coûts réellement supportés par le bénéficiaire. Elle est conçue pour réduire la charge administrative.
Ordonnateur	Personne chargée d'exécuter les recettes et les dépenses d'un organisme de l'UE.
Ordre de recouvrement	Document exigeant le paiement d'un montant dû.
Organisme de certification	Dans le cas des dépenses agricoles, entité publique ou privée chargée par un État membre de certifier la fiabilité des comptes annuels d'un organisme payeur agréé, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
Organisme intermédiaire	Organisation (par exemple un organisme public ou privé national, une ONG ou une agence décentralisée de l'UE) mandatée pour administrer des fonds de l'UE en gestion indirecte ou partagée.
Organisme payeur (OP)	Organisme désigné par un État membre pour gérer les dépenses agricoles de l'UE.
Orthophoto	Photographie aérienne rectifiée pour neutraliser les effets de l'élévation, de l'inclinaison et de la topographie et permettre ainsi une mesure harmonisée des distances.
Paiement intermédiaire	Paiement au titre d'un projet ou d'un programme de l'UE, effectué une fois que le bénéficiaire a franchi une certaine étape, définie dans le contrat ou la convention de subvention.
Participation/Prise de participation	Fonds investis dans une entreprise en contrepartie d'un droit de propriété et d'une part des bénéfices.
Passif éventuel	Obligation de paiement potentielle dont la naissance dépend de l'issue d'un événement futur.
Pays candidat	Pays dont la demande d'adhésion à l'UE a été officiellement approuvée par le Conseil européen.

Pays candidat potentiel	Pays ou territoire dont les perspectives d'adhérer à l'UE à l'avenir sont réelles, mais qui n'a pas encore obtenu le statut de pays candidat.
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	Pays et territoires non européens rattachés constitutionnellement à trois États membres de l'UE (le Danemark, la France et les Pays-Bas).
Pays participant au programme (Erasmus+)	Les États membres de l'UE, la Macédoine du Nord, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Serbie et la Turquie.
Pays relevant du Fonds de cohésion	État membre de l'UE éligible à un soutien du Fonds de cohésion.
Pêche durable	Pratiques de pêche qui n'épuisent pas les stocks halieutiques et qui réduisent autant que possible l'incidence sur l'environnement.
Performance	Degré de réalisation des objectifs d'une action, d'un projet ou d'un programme de l'UE, et rapport coût-efficacité de ces derniers.
Période de programmation	Période dans le cadre de laquelle un programme de dépenses de l'UE est planifié et exécuté.
Petites et moyennes entreprises (PME)	Les entreprises et autres organisations ainsi qualifiées le sont en raison de leur taille, sur la base du nombre d'employés et de certains critères financiers. Sont considérées comme «petites» les entreprises qui occupent moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. Sont considérées comme «moyennes» les entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'euros.
Piste d'audit	Enregistrement des mouvements de données dans un système administratif

	ou comptable, permettant de retrouver la trace de chaque opération.
Point ouvert concernant les RPT	Réserve exprimée par la Commission sur les données RPT figurant dans les comptes de recettes d'un État membre.
Politique agricole commune (PAC)	Politique unique et harmonisée de l'UE en matière d'agriculture prévoyant des subventions et une série d'autres mesures visant à garantir la sécurité alimentaire, à assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs de l'UE, à promouvoir le développement rural et à protéger l'environnement.
Politique commune de la pêche	Cadre de l'UE pour la gestion des ressources halieutiques et de la pêche, conçu de manière à garantir la pérennité des stocks halieutiques ainsi qu'un revenu stable pour les pêcheurs.
Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)	Volet de la politique étrangère de l'UE axé sur les capacités de sécurité et de défense.
Prairies permanentes	Terres agricoles consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées pendant plus de cinq années consécutives.
Préfinancement	Avance de trésorerie destinée à financer des activités déterminées pendant une période donnée.
Pression exercée par la pêche	Incidence de la pêche sur les populations de poissons.
Procédure contradictoire	Procédure au cours de laquelle la Commission examine les résultats de ses contrôles avec l'organe, l'organisme ou le service contrôlé afin de vérifier leur bien-fondé.
Procédure d'infraction	Procédure par laquelle la Commission engage des poursuites à l'encontre de tout État membre de l'UE qui manque aux obligations qui lui incombent en vertu du droit de l'Union.

Programme	Moyen par lequel les objectifs spécifiques des politiques de l'UE sont réalisés, généralement à travers des projets cofinancés.
Programme de développement rural (PDR)	Ensemble d'objectifs et d'actions pluriannuels, nationaux ou régionaux, approuvés par la Commission aux fins de la mise en œuvre de la politique de développement rural de l'UE.
Programme faitier	Programme relevant de l'instrument européen de voisinage, dans le cadre duquel des fonds sont alloués à plusieurs pays satisfaisant à certaines conditions, en sus de leurs dotations financières de base.
Programme opérationnel (PO)	Cadre de base pour la mise en œuvre des projets de cohésion financés par l'UE pour une période donnée, qui tient compte des priorités et des objectifs fixés dans les accords de partenariat conclus entre la Commission et les différents États membres.
Projet de budget rectificatif	Proposition de la Commission visant à modifier le budget de l'UE en cours d'exécution.
Provision	En comptabilité, meilleure estimation d'un probable élément de passif, enregistré au bilan et dont l'échéance ou le montant sont incertains.
Rapport annuel d'activités (RAA)	Rapport établi par chaque direction générale de la Commission, institution ou organisme de l'UE, qui y présente sa performance par rapport à ses objectifs, ainsi que l'utilisation qu'elle/il a faite de ses ressources financières et humaines.
Rapport annuel de contrôle (RAC)	Document établi par l'autorité d'audit d'un État membre et soumis à la Commission dans le cadre du dossier constitué aux fins de l'assurance annuelle par le pays concerné.
Rapport annuel sur la gestion et la performance	Rapport produit chaque année par la Commission relatif à sa gestion du budget

	de l'UE et aux résultats obtenus. Il synthétise les informations contenues dans les rapports annuels d'activités de ses directions générales et de ses agences exécutives.
Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)	Projet de recherche international fonctionnant selon le modèle d'un partenariat entre l'UE et plusieurs autres pays en vue de démontrer la faisabilité scientifique et technologique d'un réacteur de fusion en grandeur réelle.
Réalisation	Ce qui est produit ou accompli dans le cadre d'un projet, comme l'organisation d'une formation ou la construction d'une route.
Recettes affectées	Fonds versés au budget de l'UE (par exemple des amendes, des corrections et des contributions de pays tiers à des programmes de recherche), qui ne peuvent être utilisés qu'à des fins spécifiques.
Régime de paiement de base (RPB)	Régime agricole de l'UE dans le cadre duquel les paiements aux agriculteurs reposent sur les surfaces éligibles.
Régime de paiement unique à la surface (RPUS)	Régime de paiement agricole lié à la surface, appliqué de manière transitoire dans dix États membres, dans le cadre duquel les agriculteurs perçoivent une aide d'un montant forfaitaire pour chaque hectare. Tous les autres États membres appliquent le régime de paiement de base.
Registre des exceptions	Document dans lequel sont consignées les dérogations aux contrôles et procédures prévus, avec leur justification et leur incidence.
Règlement «omnibus»	Révision du règlement financier effectuée en 2018, modifiant et simplifiant les règles financières de l'UE ainsi que la gestion budgétaire.
Règlement financier	Règles régissant la manière dont le budget de l'UE est établi et utilisé, ainsi

	que les processus connexes, tels que le contrôle interne, l'établissement de rapports, l'audit et la décharge.
Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)	Règlement de l'UE autorisant certains types de mesures d'aide d'État sans qu'il soit nécessaire de les notifier à la Commission.
Règlement portant dispositions communes (RPDC)	Règlement établissant les règles qui s'appliquent à l'ensemble des cinq Fonds structurels et d'investissement européens.
Régularité/Légalité et régularité	Mesure dans laquelle une opération ou une activité est conforme à la réglementation applicable et à toute obligation contractuelle.
Réinstallation	Transfert de réfugiés d'un pays où ils avaient demandé l'asile vers un autre pays qui a accepté de les accueillir et de leur accorder le droit de s'y installer définitivement.
Rejet	Prises non désirées rejetées à la mer.
Report	Transfert des crédits inutilisés du budget d'une année à celui de l'année suivante moyennant le respect de certaines conditions.
Réseau transeuropéen (RTE)	Réseau d'infrastructures transfrontalières dans les domaines des transports, de l'énergie ou des télécommunications, mis en place afin de soutenir et de renforcer le fonctionnement du marché unique de l'UE en facilitant la libre circulation des personnes, des biens et des services.
Réserve	Faiblesse signalée par un directeur général dans la déclaration d'assurance qu'il présente dans son rapport annuel d'activités.
Réserve de performance	Part du budget alloué aux dépenses relevant des Fonds structurels et d'investissement européens qui est retenue jusqu'à ce que certaines valeurs cibles soient atteintes.

Réserve RNB	Réserve relative au calcul effectué par l'État membre de ses ressources propres fondées sur le RNB.
Réserve transversale	Réserve spécifique de type transversal relative au revenu national brut (RNB).
Réserve TVA	Réserve relative au calcul effectué par l'État membre de sa ressource propre fondée sur la TVA.
Ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée/sur la TVA	Ressource propre de l'UE correspondant à une part déterminée (taux d'appel) de la TVA perçue par chaque État membre.
Ressources propres	Fonds utilisés pour financer le budget de l'UE, qui proviennent dans leur grande majorité des contributions des États membres.
Ressources propres traditionnelles (RPT)	Recettes de l'UE provenant des droits de douane et des cotisations «sucre».
Résultat	Effet immédiat d'un projet ou d'un programme achevés, comme l'amélioration de l'employabilité des participants à une formation ou de l'accessibilité après la construction d'une nouvelle route.
Résultat économique	Résultat de l'exercice, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés de l'UE, correspondant à la différence entre le montant des recettes et celui des dépenses.
Revenu des facteurs agricoles	Revenu généré par la production agricole, ventilé en fonction de ses composantes (terre, travail et capital).
Revenu national brut (RNB)	Indicateur standard de la richesse d'un pays; il se calcule sur la base des revenus nationaux et des revenus perçus de l'étranger.
Risque de non-détection	Risque que les tests d'audit ne permettent pas de détecter une erreur ou une faiblesse.
Risque résiduel cumulé	Dépenses qui restent irrégulières à la fin d'une période de programmation, une

	fois que l'ensemble des mesures correctrices ont été appliquées.
Seuil de signification	Seuil au delà duquel les irrégularités détectées dans une population examinée ou dans un ensemble d'états financiers sont jugées préjudiciables à l'exactitude et à la fiabilité.
Sondage discrétionnaire	Méthode consistant, pour un auditeur, à exercer son pouvoir d'appréciation pour sélectionner les éléments d'une population qui seront soumis à des tests d'audit, afin de respecter des critères prédéfinis. S'oppose au sondage statistique.
Sondage en unités monétaires (MUS – <i>Monetary unit sampling</i> )	Méthode d'échantillonnage statistique dans laquelle la probabilité de sélection d'une opération est proportionnelle à sa taille.
Sondage statistique	Technique d'échantillonnage statistique utilisée pour des tests d'audit, afin de fournir des résultats représentatifs.
Soutien [du revenu] découplé	Paiements de l'UE aux agriculteurs, non liés à la production d'un produit spécifique.
Soutien couplé	Paiements de l'UE aux agriculteurs pour la production d'un produit spécifique.
Stratégie Europe 2020	Stratégie décennale de l'Union européenne lancée en 2010 pour stimuler la croissance et créer des emplois.
Subvention	Paiement non remboursable effectué sur le budget de l'UE en faveur d'un bénéficiaire pour la mise en œuvre d'un projet éligible ou d'un programme.
Système d'identification des parcelles agricoles (SIPA)	Base de données sur les terres agricoles des États membres, utilisée pour le paiement des aides directes au titre de la politique agricole commune et pour les contrôles d'admissibilité effectués sur les demandes déposées par les agriculteurs.



Système européen des comptes nationaux et régionaux	Cadre comptable de l'UE permettant de décrire de façon systématique et détaillée une économie.
Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC)	Mécanisme de l'UE utilisé par les États membres pour gérer et contrôler les paiements effectués en faveur des agriculteurs au titre de la politique agricole commune.
Tableau des effectifs	Nombre maximal d'emplois disponibles par catégorie d'emploi et par grade au sein d'une institution, ou d'un organe ou organisme de l'UE.
Taux d'appel de la TVA	Pourcentage appliqué à l'assiette de la TVA de chaque État membre pour calculer la ressource propre fondée sur la TVA.
Taux de décaissement	Pourcentage, par rapport au montant total, des fonds versés aux bénéficiaires finals au titre d'un instrument financier.
Taux de provisionnement	Pourcentage d'un passif financier autorisé correspondant à la provision qui doit être constituée.
Taux d'erreur représentatif	Estimation statistique du taux d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations prélevé dans cette population.
Taux d'erreur résiduel (TER)/Taux de risque résiduel (TRR)/Taux d'erreur total résiduel (TETR)	Portion d'une population qui n'est pas jugée régulière une fois qu'il a été tenu compte de l'effet de l'ensemble des procédures de contrôle, des recouvrements et des corrections appliqués.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur la consommation, qui touche la production et la distribution de biens ainsi que la prestation de services, et qui est supporté, en définitive, par le consommateur final.
Total admissible des captures	Volume maximal de poissons de chaque stock qui peut être capturé chaque année

	en vertu de la politique commune de la pêche.
TVA récupérable	Montant de la TVA qu'un assujetti peut déduire de la TVA qu'il est tenu de payer à l'administration fiscale, au motif qu'il a déjà payé cette taxe sur ses propres achats de biens et de services.
Verdissement	Adoption de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement. Terme également couramment utilisé pour désigner le régime d'aide de l'UE correspondant.
Vue d'ensemble des performances des programmes (PPO – <i>Programme Performance Overview</i> )	Annexe au rapport annuel sur la gestion et la performance, présentant de manière synthétique toutes les fiches de programme, y compris une sélection d'indicateurs relatifs aux programmes.
Zone marine protégée	Espace maritime désigné, notamment par voie législative, comme une zone de protection et de conservation de la biodiversité, des ressources naturelles et de sites du patrimoine culturel.

---